

ÉDITORIAL

Ce numéro est un heureux aboutissement. Il y a près de deux ans était née l'idée de consacrer un numéro des *Cahiers* aux années septante. Terrain encore largement en friche, il offrait de multiples angles d'approche possibles. Plutôt que d'aborder la période via une histoire politique classique, la rédaction a alors choisi de s'engager dans une démarche résolument culturelle – avec quelques incursions en histoire sociale –, se situant ainsi dans un chantier historique en plein développement. C'est donc une vision différente de l'image classique des années septante qui se dégage de ce numéro. Elles y apparaissent comme porteuses de changements et d'espoirs, comme autant de possibles, de nouvelles façons de vivre et de penser ¹.

Pari risqué ? Pari osé ? Pari gagné ? Il ne nous appartient bien évidemment pas de nous prononcer. C'est au lecteur de juger. Mais ce jugement doit pouvoir se faire en pleine connaissance de cause. C'est pourquoi nous avons envie d'attirer l'attention sur une série d'éléments propres à la confection de ce numéro. Sa réalisation ne s'est pas faite sans difficulté. Souvent, les recherches demeurent lacunaires ou sont le fait d'acteurs engagés relatant leurs propres expériences. Jusqu'à présent, les historiens n'ont guère investi les années septante, laissant ce vaste chantier aux sociologues et aux politologues. Pour certains thèmes, les recherches n'en sont qu'à leurs débuts et les auteurs de ce numéro ont véritablement fait œuvre de pionnier. Certains phénomènes, certains mouvements n'ont été étudiés que par des historiens 'de l'intérieur'. Cette démarche, si elle se traduit souvent par un accès privilégié à certaines sources, peut malheureusement parfois se révéler délicate en termes scientifiques. Ainsi avons-nous été contraints de renoncer à traiter certains sujets parce que les textes proposés ne répondaient pas aux critères de rigueur des *Cahiers*.

Pourtant, de plus en plus d'archives s'ouvrent et peu à peu une distance 'raisonnable' s'est établie avec les événements. Néanmoins, l'approche demeure difficile. Peut-être cette difficulté est-elle aussi inhérente à l'approche choisie : certaines des questions traitées ici ne sont pas de celles qui s'appréhendent par les archives traditionnelles classiques. Ce sont donc d'autres sources qui ont été sollicitées. Dans ce contexte, l'image, la photo, l'œuvre en elle-même occupent bien sûr une place particulière.

Ce numéro est une première approche. Il ne prétend nullement à l'exhaustivité. D'abord parce qu'une bibliothèque entière n'y suffirait pas mais aussi parce que l'état des recherches demeure encore lacunaire pour des pans entiers de cette période. Ce numéro se veut plutôt un kaléidoscope de quelques aspects clés des années septante sur le plan culturel. La difficulté d'un tel numéro tient aussi à la proximité et au poids particulier de cette décennie dans les mémoires. Peut-être s'agit-il là d'un phénomène qui touche l'une après l'autre chaque génération d'historiens. Au sein de la rédaction, plusieurs

¹ Merci à Rudi Van Doorslaer et à Marnix Beyen pour leur lecture critique de cette introduction.

ont vécu cette période étant comme enfant ou adolescent. Le poids des souvenirs, des images construites ou reconstruites, la proximité chronologique apparente, tous ces éléments ne facilitent pas toujours l'approche rigoureuse.

En privilégiant une histoire culturelle, la chronologie des années septante n'est évidemment pas celle à laquelle l'histoire sociale ou l'histoire politique nous ont habitués. La crise pétrolière de 1973 n'a pas la même résonance dans le champ culturel. Les crises politiques à répétition ne semblent guère affecter une scène culturelle alternative qui vit loin de tout subside et dont la production et les engagements s'inscrivent dans une logique autre. L'histoire culturelle a sa chronologie propre, des jalons et des ruptures spécifiques. Mais l'art est malgré tout fille de son temps, anticipant bien des courants, les accompagnant, les amplifiant, offrant donc tout à la fois un prisme formant, déformant, amplifiant ou réducteur de la réalité. À travers lui, la société apparaît comme traversée de remous, de secousses, de spasmes. Ces perturbations interfèrent sur la sphère privée et publique, culturelle mais aussi politique.

C'est l'heure de grandes remises en cause qui touchent l'ensemble des mouvements sociaux même si les mots n'ont pas toujours la même signification ni la même vigueur. En ce sens, on peut établir des parallèles entre l'évolution du champ culturel et du champ social. Les changements sont perceptibles, un ordre établi que l'on croyait immuable, se voit bousculé, remis en cause. Cette remise en cause trouve un écho dans le monde politique, dans les structures syndicales. Ces dernières se voient contestées par de nouvelles catégories de travailleurs (jeunes, immigrés, femmes...) qu'elles ont du mal à encadrer dans un contexte social en proie à de nombreux bouleversements.

Au final pourtant, il apparaît que ce monde syndical a bien réussi son opération de renouvellement que ce soit en termes de membres ou de cadres. Mais c'est la conjoncture économique qui l'étrangle, le condamne à une stratégie défensive. La fin de la décennie septante annonce le terme d'une conjoncture politique faite de crises permanentes. 1981 marque le début des pouvoirs spéciaux, l'amorce d'une autre politique et d'un nouveau type de conflits sociaux, autant de défis que le monde syndical doit affronter. Si, sur le plan social et syndical, la décennie quatre-vingt peut sembler sonner le glas du renouveau, il en va tout autrement sur le plan culturel. Certaines productions artistiques, théâtrales ou issues de l'univers de la mode sortent de leur marginalité et adoptent un caractère plus conventionnel ou sont admises par un plus grand nombre. À leur tour, immanquablement, de nouvelles avant-gardes voient le jour. Mais les enfants de 68 sont entre-temps devenus adultes à leur façon et ils marquent de leur empreinte la société que ce soit dans le champ politique, social ou culturel. De nouvelles formes de pensées acquièrent droit de cité. Certains essaient de faire de la politique autrement, de penser différemment les modes et choix de vie. L'écologie et le féminisme – grands absents de ce numéro – acquièrent une légitimité qui se nourrit de combats inscrits dans la longue durée. Au-delà de ces nouveaux courants, il y a clairement l'idée d'un autre rapport

à l'autre : qu'il s'agisse de l'autorité ou du pouvoir, de l'autre comme partenaire ou interlocuteur, de l'autre comme spectateur ou comme consommateur.

À travers les différentes contributions, les changements apparaissent comme inscrits dans un contexte international – l'esprit de 68 est un phénomène qui dépasse largement nos frontières – mais aussi profondément belge. Des schémas de rupture traditionnelle y occupent une place non négligeable et attestent une fois encore du fossé parfois profondément creusé entre les sociétés flamande et francophone. Néanmoins, ce fossé n'empêche pas l'émergence de phénomènes communs ou d'un esprit commun à certains groupes ou courants. Certaines tendances apparaissent comme spécifiquement flamandes ou francophones mais ces étiquettes ne se nourrissent pas uniquement d'évidences. Elles s'inscrivent dans un contexte en pleine mutation : la société flamande a connu un développement économique extraordinaire depuis 1945. Cette mutation – le terme n'est pas trop fort – se répercute à son tour sur le plan culturel mais aussi au niveau des mœurs et des engagements politiques, à la marge et au sein des structures traditionnelles. La culture catholique fermée et séculaire s'ouvre sous l'influence des nouvelles élites qui se hissent à la faveur de cette mutation. Cette ouverture se traduit par une acceptation des prémisses de la démocratie libérale. La société wallonne s'inscrit, elle, dans un contexte bien différent où, certes, l'ombre de la France n'est jamais loin mais où on se situe surtout dans une société tellement prisonnière de son passé qu'elle a du mal à s'envisager en termes d'avenir. La désindustrialisation y pèse de tout son poids et induit des stratégies politiques, syndicales mais aussi culturelles spécifiques. Paradoxalement, les élites socialistes y apparaissent comme l'incarnation d'un certain 'conservatisme' au sens littéral du terme, tant la société wallonne est traversée de toutes parts par une crise économique structurelle et conjoncturelle.

De manière générale, et à partir d'un regard actuel, l'après 1968 fascine et donne l'impression d'une période de tous les possibles, d'un horizon qui, soudain, s'élargit sans limite. Des groupes, jusqu'alors exclus ou confinés, osent s'exprimer. Des interdits, des tabous d'hier volent en éclat. Les slogans traduisent largement cette impression de liberté : "il est interdit d'interdire", "jouir sans entraves"...

Cette explosion libertaire s'accompagne de résistances au changement qui s'organisent. Tous les courants ne se définissent pas par une aspiration à la modernité. Peut-être aurait-on pu poser un diagnostic bien différent sur les années septante si ce numéro avait davantage prospecté le champ de l'histoire politique. En ce domaine émergent des conservatismes forts, des courants hostiles à toute émancipation, à tout progrès. Ces courants recèlent eux aussi une certaine dimension populaire : incompréhension, rejet voire condamnation radicale telles sont quelques-unes des facettes de ces résistances au changement. Plus ponctuellement et plus spécifiquement, c'est également à la fin des années septante que le *Vlaams Blok* voit le jour. La décennie ne se résume donc pas à une succession d'utopies de gauche et d'extrême gauche. Mais il serait tout aussi

faux de considérer que ces 'résistances' sont l'apanage de la droite. Là encore, des recherches à mener sur les comportements de la classe ouvrière et d'une partie des classes moyennes montreraient également combien celles-ci ont été à tout le moins réticentes si pas réfractaires au vent de liberté que semble incarner l'après 1968. Toutes ces problématiques confirment d'ailleurs l'idée que la recherche sur les années septante n'en est qu'à ses balbutiements et que bien des questions restent ouvertes.

Parallèlement, l'heure de la tolérance n'est pas (encore) venue pour d'autres qui doivent lutter pour le respect de leurs droits élémentaires. Pour les homosexuels, c'est le début de la phase organisationnelle avec, déjà, de manière tangible, ce champ de tension entre ceux pour qui la voie choisie est celle d'une action discrète, progressive et traditionnelle, d'un assouplissement de la législation pour que homosexuels et hétérosexuels jouissent de droits équivalents et ceux qui revendiquent leur différence et cultivent l'art de la provocation dans l'espace public.

Des formes nouvelles d'art et surtout des pratiques artistiques inédites envahissent l'espace public, tournant le dos aux structures muséales traditionnelles, pour investir la rue. La provocation est aussi à l'ordre du jour comme elle l'est, par exemple déjà, aux Pays-Bas, bien avant 1968 avec l'action des Provos. Si 1968 constitue un tournant essentiel, force est de constater que, sur certains plans, une visibilité accrue est offerte à certaines pratiques dont les premières expressions sont antérieures à cette année-là. Montrer mais surtout être vu, même si – et surtout si – cette visibilité dérange, telle pourrait être l'une des caractéristiques du monde de l'art mais aussi du théâtre. De même est fréquente la quête d'un autre langage, en rupture avec un monde qui paraît empreint d'une vision traditionnelle et dont les fondements remontent à l'après-guerre. Les enfants de la démocratisation de l'art, de la culture et de la mode s'expriment à travers des discours et des productions qui, de toute évidence, ne peuvent être entendus par le plus grand nombre. L'idée qui émerge vise à sortir d'un monde figé, d'un carcan et cette soif d'ouverture passe aussi par la provocation. Seule une élite culturelle reçoit ces messages, une élite disposant d'un capital intellectuel important et qui se montre ouverte à des influences venues d'ailleurs. Ces productions valorisent des messages particuliers qui sacralisent l'individu tout en se drapant d'une indéniable dimension collective. L'individu, érigé au rang d'acteur de sa propre destinée, se lance dans une créativité qui trouve naturellement place dans le grand champ de la création culturelle.

Cette créativité induit des changements dans la forme même des productions culturelles : le corps apparaît comme objet, parfois même comme projet de création, avec une mise à nu qui fait parfois l'impasse sur le pré-acquis, sur les enjeux de société. Difficile, voire impossible pourtant de faire abstraction de ce qui préexiste. Comme d'autres avant eux mais en d'autres termes, certains créateurs des années septante ont imaginé un 'homme nouveau', un modèle qui, à son tour, va se décliner par de nouvelles formes de vie, de nouveaux rapports sociaux. Le tout se veut débarrassé d'un héritage trop lourd constitué

pêle-mêle d'une massification de la culture, héritée des années trente, d'une idéalisation souvent aveugle dans le progrès technique, d'une soif consumériste, de la perception d'un environnement auquel l'homme peut (encore) tout imposer. Cette culture de masse, qui semble trouver un aboutissement à la fin des années soixante, se voit bruyamment remise en cause par une bande de joyeux lurons désireux d'ériger la critique artistique au rang de la critique sociale ou, mieux encore, de les faire coïncider. Cette focalisation sur le monde des productions culturelles n'est évidemment pas fortuite. Les politiques étatiques en la matière semblent progressivement porter leurs fruits. En Belgique, la politique culturelle dispose désormais d'un plan quinquennal – on est loin de toute spontanéité –; les Maisons de la culture voient le jour, privilégiant la culture dans un encadrement que récusent précisément les nouveaux courants artistiques. Malgré tout, dans une société où les loisirs se sont développés, la majeure partie de la population voit dans la réalisation de ces produits culturels labellisés par les pouvoirs publics un jalon important d'une éducation à la culture. Cette volonté d'encadrement trouve son pendant dans la politique menée à l'égard de la jeunesse, de cette jeunesse d'où va précisément émaner une partie de la contestation de cette institutionnalisation de l'art et de la culture². Certes, cette question n'est pas neuve mais elle prend une dimension nouvelle avec le mouvement de Mai 68 et la multiplication des initiatives de jeunes en dehors des structures d'encadrement traditionnelles. On sort peu à peu d'une société pilarisée de la naissance à la mort pour voir des groupes, des tranches d'âge – la jeunesse en particulier – revendiquer son autonomisation. L'enfance devient elle aussi une catégorie à part entière, objet d'une attention jusqu'alors inconnue.

L'heure n'est pas encore au triomphe de l'individualisme absolu: ici, l'individu s'inscrit dans le groupe mais ce n'est plus uniquement l'identité du groupe qui prime; le 'moi' de chacun trouve une place. Pourtant, ce qui est vrai sur le plan culturel ne l'est pas nécessairement sur le plan politique. Les groupes d'extrême gauche continuent de privilégier nettement le groupe et plus encore 'la cause sacrée' au détriment de l'individu appelé, au contraire, à se sacrifier, à renoncer à ses études pour travailler en usine, à renoncer à une vie privée pour se mettre au service de ce qui est érigé au rang d'idéal suprême.

La création est elle-même soumise à deux paramètres essentiels : la participation et la communication, deux dimensions qui dépassent d'ailleurs largement le registre culturel. Dans la crise qui touche le monde syndical, ces deux notions trouvent également pleinement leur place. Cette question de la participation connaît des fortunes diverses : réussite – au terme de la période étudiée – sur le plan syndical où elle permet l'intégration de travailleurs immigrés qui vont investir une partie des postes de délégués; échec sur le plan culturel où certaines créations qui se disent destinées à la classe ouvrière voire au

2 Sur la jeunesse, nous renvoyons le lecteur au numéro 8 des *CHTP* consacré très précisément à cette question "jeunesse et société".

‘prolétariat’ manquent totalement leur cible et obligent leurs initiateurs à s’interroger sur la communicabilité de leurs discours.

Impression paradoxale d’un foisonnement, d’un débordement qui se superpose sans doute difficilement avec la réalité d’une crise économique et sociale sans précédent en cette période d’après guerre, dans un monde qui vit par ailleurs au rythme de découvertes techniques et scientifiques.

Les choix, qui ont été un temps le fait de certaines ‘élites’, s’élargissent progressivement à la société civile dans sa grande majorité. Le mouvement s’inscrit dans la durée et pourrait se caractériser en phases successives : une phase de l’ombre ou de la marginalité, une phase de l’explosion et de la provocation, une phase de diffusion et, une dernière phase, qui atteint distinctement tous les phénomènes et mouvements, celle de l’institutionnalisation. Mais le cheminement n’a pas été aussi linéaire : avant d’entrer partiellement dans ce schéma de l’institutionnalisation, les avant-gardes se sont elles aussi transformées et la société, au sens large, a elle aussi évolué, ne pouvant passer complètement à côté de ‘sa’ jeunesse et des formes de vie, d’expressions alternatives qu’elle lui renvoyait.

Au total, une nouvelle façon de vivre qui s’invente sans cesse pour durablement et profondément marquer, à terme, toutes les couches de la société... y compris sous la forme du refus du changement.

Chantal Kesteloot et Virginie Devillez